

Finance climatique: Le Maroc en avance

• 649 millions de dollars réceptionnés pour accompagner son effort en énergies vertes

• L'agriculture, une priorité dans la lutte face au défi climatique

LES préparatifs pour la COP22 ont atteint leur rythme de croisière. Après la mise en place des comités d'organisation et la tenue d'ateliers, les débats concernent aujourd'hui des thématiques comme la finance climat et son rôle en termes d'adaptation aux changements climatiques. «La COP22 sera l'occasion de convenir d'une feuille de route pour l'accès au financement pour les pays les plus vulnérables au changement climatique», précise Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture. Ce dernier a rappelé l'insuffisance des ressources financières pour accompagner l'adaptation et faire de cette voie un catalyseur des efforts des pays en voie de développement. «La région Mena est l'une des zones les plus arides de la planète. Les pays qui s'y trouvent sont de plus en plus exposés au réchauffement climatique et menacés d'inondations», soutient Marcia Levaggi, directrice exécutive du Fonds d'adaptation. Les pays de la région Mena (Moyen-Orient et Afrique du Nord) ont été identifiés comme les pays les plus vulnérables face aux changements climatiques. Les experts prévoient une réduction à venir de 30% des précipitations dans la région. Des changements hydrologiques, qui affecteront la disponibilité en eau par personne de 30 à 70% d'ici 2025, diminueront la productivité agricole et augmenteront les risques des inon-



A ce jour, le plus grand financement d'adaptation aux changements climatiques de la région Mena reste le prêt concessionnel de 238 millions de dollars accordé au Maroc en 2014 pour accompagner la mise en place de Noor I (Ph. AFP)

ditions dans les zones côtières urbaines très peuplées. «Il est impératif de partager les bonnes pratiques avec les pays en voie de développement pour construire leur capacité à s'adapter au changement climatique et créer des organismes nationaux éligibles aux fonds d'adaptation, qui devraient leur offrir plus de résilience», explique Levaggi. D'ailleurs, 81% des financements des fonds climatiques sont concentrés entre le Maroc et l'Égypte, équivalents à des montants approuvés de 649 millions et 197 millions de dollars respectivement. Plus de 96% de ces enveloppes financent des projets éoliens et CSP. «La FAO considère que le secteur de l'agriculture est prioritaire dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour assurer une sécurité alimentaire,

mais les mécanismes de financement ne sont pas suffisants pour assurer un bon accompagnement», nuance Micheal George Hage, représentant résident de la FAO au Maroc. De l'avis de cet expert, un rééquilibrage des financements est nécessaire pour accompagner des initiatives visant à améliorer la fertilité des sols et réguler l'utilisation de l'eau. Des orientations qui seront au cœur des discussions de la COP22, devant apporter de la visibilité sur les priorités en termes d'adaptation aux changements climatiques. □

A.At

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com